

## Article

---

« La bibliothèque du bicentenaire »

Josiane Boulad-Ayoub

*Études françaises*, vol. 25, n°2-3, 1989, p. 277-290.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/035795ar>

DOI: 10.7202/035795ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

# La bibliothèque du bicentenaire

JOSIANE BOULAD-AYOUB

Dans son grand discours du 8 thermidor, discours qui prend une résonance tragique à cause des événements, de son caractère ultime, de l'échec final du projet républicain, Robespierre remémore à la Convention les assises symboliques de la Révolution, ce qui deviendra désormais dans l'imaginaire des hommes la fiction originaire de la démocratie moderne : «Fonder une immense République sur les bases de la raison et de l'égalité, resserrer par un lien vigoureux toutes les parties de cet empire immense n'est pas une entreprise que la légèreté puisse consommer : c'est le chef-d'œuvre de la vertu et de la raison humaine.» Et cette «immense république» qui a pour ambition généreuse de rassembler tout le genre humain sera sur la terre la première du genre. Fille des Lumières philosophiques, elle devra réconcilier, sur des bases rationnelles, nature et liberté : la Révolution l'établit «sur la théorie des droits de l'humanité et sur les principes de la justice.» Fille de la volonté de révolution, la Constitution républicaine devra être le signe sensible de la vertu et de l'enthousiasme patriotique : elle enregistre dans ses lois et dans ses institutions la lutte des citoyens pour l'indépendance, l'égalité fraternelle, le bonheur de l'humanité. Mère désormais de toutes les Révolutions, éternel «mythe fondateur» des hommes qui veulent vivre heureux parce que frères, égaux et libres, chacune des célébrations solennelles de la Révolution française, le centenaire, le cent-cinquantenaire, et aujourd'hui le bicentenaire, accentue de plus en plus fort, à mesure peut-être que l'histoire de la

Révolution se transforme en idée, l'hommage que Kant lui rendait dès son avènement, associant une « affaire aussi importante pour l'espèce humaine » au processus même des Lumières, à la liberté qu'ont les hommes de se donner la constitution politique de leur choix et d'obéir aux lois qui sont leur ouvrage, des lois qui articulent nature, bonheur et liberté aux progrès de la raison et de la vertu.

Le méta-discours du bicentenaire insiste à travers ses différentes manifestations, colloques, expositions, livres, fêtes ou images, sur cette lecture de la Révolution conçue au-delà de l'événement brut comme une révolution idéologique et culturelle, modélisatrice et universelle. On préfère s'attarder sur la charge heuristique de l'indépassable *Déclaration des droits de l'homme* et détailler l'ampleur du legs symbolique que les Lumières révolutionnaires ont laissé au monde, le recommencement des sciences et des arts, le rôle de référence politique des institutions qu'elle a créées telle l'Assemblée nationale ou la réforme de l'Instruction publique, définir enfin l'idéal qui s'exprime dans ce projet de commencement absolu sous les concepts caractéristiques de régénération, d'homme nouveau et analyser les signes que les acteurs de la Révolution ont inventés pour dire l'épanouissante liberté et la justice de l'égalité.

Exemplaire de ces déplacements d'intérêt dans le domaine historiographique en même temps qu'idéologique est le *Dictionnaire critique de la Révolution française* conçu par François Furet et Mona Ozouf et réalisé par eux avec une trentaine de collaborateurs chez Flammarion. L'ouvrage est l'inventaire raisonné de la nature à la fois philosophique et politique de la Révolution française et de la naissance de la démocratie. Les articles qui le composent, se réclamant aussi bien de la tradition de l'*Encyclopédie* que de la nouvelle façon d'écrire l'histoire, sont autant de courts essais sur les événements, les acteurs, les institutions, les idées qui ont marqué « le passage du règne du crime à celui de la justice », pour reprendre le vocabulaire de l'époque. Les textes, de valeur forcément inégale dans une entreprise de ce genre, se réunissent dans la volonté commune qui les anime : faire la synthèse des connaissances qu'on a aujourd'hui sur ce qui distingue la rupture révolutionnaire comme telle sans oublier de dégager avec une fermeté qui exclut toutefois les passions partisans, la signification théorique ou pratique de ce qui constitue le puzzle historique de la Révolution ; aux faits et aux actions examinés s'ajoute, faisant corps avec le propos général de l'ouvrage, une mise en situation des interprétations et des commentaires classiques des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles sur les dominantes de la période révolutionnaire. Dans la préface où ils exposent leurs intentions, les auteurs-directeurs de la publication s'expliquent sur les lignes

de faite qui ont orienté la problématique de cet original *Dictionnaire*. C'est évidemment le concept de l'analyse critique du texte révolutionnaire et l'application éloquente de cette approche dans les cinq grands ensembles (événements, acteurs, créations, idées, historiens) autour desquels se construit l'ouvrage qui apparaissent comme l'enjeu principal de la démarcation avec les autres publications du genre, par exemple l'*Histoire et dictionnaire de la Révolution française*, de J. Tulard, J.-F. Fayard et A. Fierro, chez Laffont, ce dernier davantage informatif et plus fidèle au contenu et à la forme stricte des dictionnaires. Selon ce qu'expliquent Furet et Ouzouf à propos de l'organisation du leur, les auteurs ont voulu mettre «au principe, un répertoire de mots clés qui témoigne de l'avancée des travaux mais plus encore du déplacement des questions». Et soulignant un peu plus loin ses ambitions, ils disent : «Son objectif : retrouver l'étrangeté et la force de déracinement de notre événement fondateur. Son unité : l'accent mis sur l'événement politique et sa capacité créatrice.»

Les études regroupées sous les grandes catégories directrices de ce peu orthodoxe *Dictionnaire* tiennent ces promesses avec audace et dynamisme dans l'ensemble, même si quelques-unes des contributions sont quelque peu décevantes à cet égard, soit par leurs formules plus journalistiques que rigoureuses, soit par la superficialité du commentaire ou les redites de l'explication. En définitive, l'ouvrage, rehaussé d'éblouissantes illustrations et de reproductions d'estampes qui ont le mérite de n'être pas vues partout, est un beau monument, à la moderne, élevé à ce qui reste le plus grand événement de l'histoire des Français, à la richesse de ses propositions et à la fécondité de ses réalisations.

À suivre le courant de la recherche que la sélection de la Librairie du Bicentenaire met à l'honneur ou les divers travaux publiés par les éditeurs en France, on ne s'étonnera pas que «l'homme de l'année» ne soit ni Danton, ni Robespierre favorisés dans les célébrations antérieures à l'accent davantage polémique et aux circonstances plus politiques, mais le dernier des Philosophes, Condorcet. Un congrès lui a été consacré en juin 1988 ; des textes sont republiés ; un film sur lui est annoncé. Deux biographies, celle de l'historien Keith Baker, *Condorcet, raison et politique* (préface de F. Furet, Hermann), plus strictement «académique», et celle d'Élisabeth et Robert Badinter, *Condorcet, un intellectuel en politique* (Fayard), font le portrait fouillé de ce représentant de la dernière étape de la philosophie des Encyclopédistes. Mathématicien et réformateur social selon la raison, membre du cabinet ministériel de son ami Turgot, député à la Convention, il s'engagera résolument dans le processus révolutionnaire, rêvant de refaire la Cité sur

le modèle de la république des savants. Adversaire de Robespierre, il prendra rang, au lendemain de la chute de celui-ci, parmi les martyrs du combat des Lumières. La très bonne étude des Badinter recrée avec intelligence le mouvement de cette vie généreuse qui fut, cent ans avant que l'expression ne s'impose, celle d'*un intellectuel engagé*. Appuyé sur une documentation impeccable et des sources de première main, complété par une intéressante bibliographie et un index commode des personnages, l'ouvrage est de première valeur, autant par l'alacrité du ton que par l'acuité des analyses. Allant au-delà d'une simple biographie descriptive, l'étude développe avec équilibre, sans omettre l'évocation de l'admirable figure de Sophie de Grouchy, l'épouse de Condorcet, une explication de ce qui fait la grandeur unique de Condorcet, du philosophe engagé à l'homme politique, et nous montre, jusqu'aux moments terribles où la nuit menace, la sérénité du pur théoricien qui fortifie son équanimité de sa foi dans la marche irrésistible de la Raison.

La revue *Dix-huitième siècle* consacre comme il se doit un numéro spécial à l'année qui fait du siècle le moment inaugural de la modernité. Cet excellent vingtième numéro dévolu à «l'année 1789», sous la direction des dix-huitiémistes éminents que sont Roland Desné et Michel Vovelle, contentera hommes éclairés et érudits. Il ne tombe pas dans le piège de la chronique qui se contente de restituer le tourbillon des événements mais tente, et réussit avec maîtrise, de comprendre les faits, les idées, les réactions tels qu'ils ont été vécus et perçus par les contemporains en même temps qu'il situe de manière critique leur importance historique et leur valeur symbolique. À l'enseigne de la gravure-couverture *Vive la liberté*, et des trois colombes, l'emblème au demeurant du Bicentenaire, que libère le révolutionnaire tricolore, les contributions émanant pour la plupart de spécialistes chevronnés se succèdent qui viennent reprendre, élucider ou éclairer les idées-forces déterminant la période considérée et ses événements fondateurs; de même les inédits publiés, leur commentaire permettent de nuancer les jugements et surtout de renouveler le corpus de références invoqué à l'accoutumée par la tradition historiographique ou ses tendances actuelles. Les analyses concises et sans complaisance aucune exploitent en profondeur, à l'exception regrettable d'un insignifiant compte rendu de la publication dans la *Gazette de Québec* de la *Déclaration des droits de l'homme*, les supports enregistreurs de la rupture ou de la continuité avec le discours de l'Ancien Régime. À côté des «indicateurs de ce qui bouge», les correspondances, y compris les correspondances des étrangers, notamment les correspondances diplomatiques, les pages de livre-journal, la presse française ou celle de l'étran-

ger qui réfracte de loin l'écho révolutionnaire, les pamphlets, voici appelés à la barre les témoins de la lente mutation qui s'amorce : les productions dans les domaines de la vie musicale, littéraire ou picturale à l'intérieur desquels l'intégration d'une sensibilité modifiée, de nouveaux thèmes ou de formes inédites ne s'est faite, semble-t-il, que progressivement. Une vision d'ensemble du processus révolutionnaire, des résistances qu'il suscite aussi bien que de l'élan émancipateur qui le constitue se dessine, fascinante, à travers ces approches différentes : les disponibilités qu'elles racontent, les ouvertures qu'elles indiquent, retracent le déroulement d'une séquence où rien n'est encore dit mais où commence à s'opérer chez les acteurs « une hiérarchie entre l'expérience des troubles au quotidien et la prise de conscience d'une rupture sans retour », comme le signalent les organisateurs du numéro.

Tout théoricien de l'activité symbolique, tout historien des idées ou de la culture, voire l'historien tout court, préoccupé de la question des représentations collectives, rencontre inévitablement les problèmes de la fête et de son interprétation. Surtout quand il s'agit des fêtes révolutionnaires et que leur fonction pédagogique s'affermir de leur rôle politique et idéologique en s'identifiant avec les institutions que la Révolution met en place. Point de réunion pour l'exercice des vertus sociales, comme le Jacobin Collot d'Herbois qualifie les fêtes décadaires, elles sont instituantes dans l'image que la République se donne d'elle-même : un commencement des temps. Si les hommes de la Révolution voient dans la fête l'indispensable complément du système de lois, c'est qu'ils l'élaborent comme une institution qui doit rendre à la fois sensible, éternel et intangible le lien social tout neuf : l'individu est rebaptisé citoyen dans l'expérience mythique de la fête qui l'imprègne de l'esprit de la République.

Les études nombreuses qui paraissent sur le sujet, dont la réédition à la faveur du programme du Bicentenaire dans la collection « Folio-Histoire » de la réflexion de Mona Ouzouf, *la Fête révolutionnaire 1789-1799*, témoignent de l'intérêt que la nouvelle histoire porte à ce type de manifestation « où se nouent le désir et le savoir, où l'éducation des masses se plie à la jouissance [et qui] marie la politique à la psychologie, l'esthétique à la morale, la propagande à la religion ». Dans ce livre substantiel auquel nous venons d'emprunter la citation précédente — à peine est-il déparé par une certaine rhétorique qui peut provoquer l'agacement chez le lecteur non complice des modes lutéliennes de l'écriture *dans le vent* —, la pensée vigoureuse de Mona Ouzouf démonte les registres successifs sur lesquels on peut entendre la fête révolutionnaire et suivre, dans la chronologie de sa force symbolique, le retentissement de ses harmoniques.

La thèse centrale propose de dépasser les typologies traditionnelles de l'histoire politique de la Révolution qui classent les fêtes sur les caractères apparents de leurs manifestations singulières pour retrouver, à travers l'interrogation sur la relation qu'entretiennent dans la fête révolutionnaire l'unanimité et l'exclusion ou sur la place qu'elle fait à la violence, la signification de leurs rapports au temps et à l'espace, leurs intentions pédagogiques et sociales, et finalement, la cohérence profonde de *la fête en Révolution*. Cohérence que seules permettent de dégager la description et l'étude des fêtes révolutionnaires comme un bloc. La fête est bien uniment, nous dit l'auteur, ce théâtre sacré du nouveau contrat social, le lieu fantasmatique qui doit «créer l'harmonie du monde moral et politique», pour reprendre les termes de Robespierre justifiant l'institution du culte de l'Être suprême. Mais il s'agit aussi d'instruire, et les faiseurs de fête qui ont parfaitement assimilé les leçons du sensualisme empiriste du siècle comptent aussi bien sur la puissance dynamique de l'image pour «parler d'abord aux sens» et «rendre les hommes tels qu'on a besoin qu'ils soient», ainsi que le recommande le pragmatique *Discours d'économie politique*.

Un texte inédit de M. Vovelle, qui ressortit au grand chantier de son travail sur les relations entre Religion et Révolution, fait l'analyse rigoureuse d'un événement capital, la déchristianisation de l'an II, dans lequel le maître de l'histoire des mentalités voit «un des tournants majeurs de la sensibilité collective de la France à la fin du siècle de Lumières». Appuyé sur toutes les ressources de l'historiographie moderne, jouant en virtuose de l'approche sémantique, son ouvrage *la Révolution contre l'Église*, paru aux éditions Complexe, confronte ces deux paradigmes de la fête révolutionnaire que sont la fête de la Raison et la fête de l'Être suprême; elles opèrent ici comme les limites festives des rapides neuf mois où va se déployer l'offensive de déchristianisation. La recherche vise à ressaisir les mécanismes et les procédures, les attitudes et les comportements, les émotions et les valeurs qui sont à l'œuvre dans le discours spectaculaire de cette éradication de la religion en place.

Réouvrant pour commencer le débat disciplinaire lancé par Aulard sur l'interprétation de cet épisode surprenant de la Révolution et à propos duquel, nous prévient l'auteur, il demeure difficile pour un bon nombre de personnes d'assumer, aujourd'hui encore, une relative neutralité, l'étude assigne ensuite les origines du mouvement de la déchristianisation puis décrit la dynamique de crise à l'intérieur de laquelle se propage l'onde déchristianisatrice et les abdications de prêtre. Mais il est également nécessaire de comprendre cette volonté de faire du passé table rase. Il faut poser la question :

s'agissait-il de la force des choses ou de l'expression d'un instant? Ni invention machiavélique imposée de l'extérieur, ni mouvement populaire spontané, l'ambiguïté de cette déchristianisation du temps court apparaît d'autant plus intéressante pour l'historien par ce qu'elle laisse soupçonner des lames de fond et des tendances du temps long. Suivant le fil du cheminement du culte de la Raison, «réseau de concepts et de pratiques progressivement inventés et constitués en système», l'auteur dégage la signification de ses différentes expressions et balise le passage qui va de la proclamation de la Raison à l'Être suprême, la Convention visant autant pour des motifs politiques que de «religion naturelle» à remplacer, avec l'institution du culte de l'Être suprême, les célébrations en l'honneur de la déesse Raison pourtant assimilée un peu partout en France à la Liberté et à la Révolution même. Les minutieux chapitres qui forment le corps de l'analyse tirent successivement la leçon de la laïcisation de l'espace, de l'iconoclasme, de la liturgie régénératrice de substitution, entre autres, et font ressortir les inférences de cette césure à la fois religieuse et politique que représente la déchristianisation de l'an II sur l'avenir social et culturel des Français.

Du portrait des déchristianisateurs, Représentants en mission, armée révolutionnaire, agents locaux, blasphémateurs, au drame de conscience des prêtres et aux manifestations hostiles qui témoignent de la résistance populaire, un bilan se trace au bout duquel on peut tirer les conclusions et voir la déchristianisation révéler sa nature. Si la fête en l'honneur de l'Être suprême disparaîtra avec Robespierre, son inventeur, la déchristianisation, en revanche, et bien que vécue en instantané entre 1793 et 1794, peut être marquée et expliquée en tant que processus. Qui plus est, elle apparaît avec ses enjeux d'une révolution culturelle intégrale comme l'un des phénomènes les plus significatifs de cette rupture sans retour constitutive de la Révolution et comme l'un de ces mouvements accélérateurs des évolutions de longue durée dont le «siècle des révolutions» fut à la fois le théâtre et le metteur en scène. Cette application convaincante de la méthode et de l'approche théorique que pratique Vovelle — le lecteur fortuné (au double sens du mot) pourra se rapporter par exemple au somptueux *la Révolution française, images et récit* — se complète d'une chronologie, de cartes, d'un calendrier, d'indications bibliographiques et d'un index, tous instruments bien utiles à la prolongation de la recherche dans le domaine des relations entre le religieux et le politique.

À mi-distance de la fascination et de la répulsion, les fêtes révolutionnaires excitent ce «plaisir négatif» dont procède le sentiment du sublime, si l'on suit la définition que donne Kant



du sublime, en 1790, précisément. Est-ce que les pouvoirs terrifiants de la guillotine jacobine, la terreur qui l'entoure, la réputation qu'elle s'est méritée, apparenteraient cette machine aux fonctions et aux prestiges de la fête mais aussi à son spectacle le plus «sublime»? Du théâtre à la médecine, de la politique à la métaphysique, les aspects de la monstrueuse machine à «faire voler les têtes», les effets déployés sont interrogés avec perspicacité dans un des livres qui se détache comme le plus neuf sans doute dans le flot ininterrompu des ouvrages déversé par le bicentenaire de la Révolution, en tous cas le plus heuristique par les relations discursives qu'il permet de faire et l'intérêt soutenu que l'on trouve à sa lecture de cette vedette révolutionnaire. Dans la veine des analyses de Louis Marin, *la Guillotine et l'imaginaire de la Terreur*, de Daniel Arasse, chez Flammarion, réfléchissant la *répulsion* qu'inspire la fascinante-horrible machine à décapiter, et la *réputation* qu'elle s'est gagnée, réussit à mettre au jour l'origine conjointe de ces effets et, du même coup, à cerner les enjeux symboliques dont la guillotine est l'objet. «Objet de civilisation» et image de la Révolution dans sa phase la plus radicale, la guillotine tirerait son abject prestige, sa fertilité imaginaire de sa capacité informative: elle représente-exhibe aux yeux du peuple en même temps que la tête du décapité, l'Humanité, l'Égalité, la Rationalité révolutionnaire.

Au fil des chapitres marqués au coin d'une attentive intelligence analytique, le lecteur apprendra d'abord, avec les circonstances qui ont entouré la naissance de la «machine à Guillotin», les débats physiologiques et philosophiques se doublant d'un affrontement ontologique entre l'Idéologue Cabanis, Sue, Sédillot, sur les rapports de l'âme et du corps: est-ce que la tête coupée pense encore? la guillotine transformerait-elle le guillotiné en *mourant*, produisant paradoxalement cela même que vise à abolir son instantanéité mécanique? La conscience aurait-elle un siège qui lui serait spécifiquement assignable? Le travail de la guillotine contribue ainsi à faire émerger une nouvelle conception des rapports du physique et du mental dont feront bientôt état les travaux des Idéologues et la «science des idées», un modèle du corps sensible qui va s'accorder avec l'image nouvelle du corps social et politique dessiné par la République naissante. Mais avant de passer aux significations de la fonction politique de la guillotine, l'auteur analyse les signes offerts par le second et central «effet machinal», la mort du roi, c'est-à-dire l'immolation médiatrice du tyran, qui, prenant valeur sacrificielle, devient l'acte fondateur de la démocratie moderne. Robespierre ne s'écriait-il pas lors du procès du roi: «Il faut que Louis meure pour que la nation vive»? La guillotine, machine politique, assure le triomphe

spectaculaire d'un principe de gouvernement, l'égalité ; et la Terreur emploie le «sentiment sublime de la Révolution» qu'elle excite chez tous les citoyens, à un renforcement pédagogique : forger une conscience publique à travers le cérémonial de l'exécution mécanique. Par la répétition rituelle du sacrifice fondateur, la Convention montagnarde tend symboliquement à établir un des points fondamentaux de la morale jacobine : sacrifier le privé au public, faire de l'individu le cas d'une loi. «Sa violence répétée [à la Terreur-guillotine] exprime, dit Saint-Just, la véhémence d'un gouvernement pur qui veut fortifier l'égalité.» La troisième et dernière partie, la plus délibérément sémiotique de l'ouvrage, entreprend une lecture des trois séquences qui composent le théâtre de la guillotine autour duquel s'organise la jouissance révolutionnaire du peuple, le spectateur-acteur-éduqué privilégié : le parcours qui met en scène l'affrontement de classes dont la Révolution vise à être la solution, l'échafaud qui, par sa mécanique rationnelle et sa géométrie, donne leur force symbolique à ces «idées justes et raisonnables» que condense sa configuration physique, le bourreau, enfin, singulier ouvrier de cette «manufacture de morts», bourreau qui gagne sa banalité moderne en ce qu'il ne torture plus. Samson, de *carnifex* devenu fonctionnaire jacobin, exécutant machinal d'une justice avant tout politique.

Une analyse structurelle de ce type de gravure révolutionnaire représentant la scène de décapitation, les *portraits de guillotiné*, gravures qui ont pour caractéristique de n'être pas de type documentaire mais l'exact correspondant des anciens «portraits du Roi», sert de conclusion à ce livre fortement original où l'interprétation jamais outrée porte toujours juste et loin. Elle permet à l'auteur de dégager les enjeux idéologiques généraux de la guillotine ; la plus forte et la plus redoutable fonction de cette machine réside peut-être dans la banalisation démocratique qu'elle génère en «cet instant le plus privé où chaque individu est à lui-même : sa propre mort». La monstration de la tête au moment même de la mort, le geste du nouveau Persée que reproduit la gravure, fait découvrir la signification politique d'un renversement sémantique tout aussi prodigieux : celui qui affecte le concept de banalité dans le dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle et qui lui donnant son sens actuel, atteste l'efficacité symbolique de la révolution de l'égalité : «faire passer la souveraineté d'un être et d'une caste particulière à la banalité du plus grand nombre, le peuple».

Une comtesse déplorait déjà à l'aube de la Révolution ce que ni le *Cahier de doléances des femmes* (réédité en 1988 aux Éditions des Femmes) ni le projet de Condorcet, apôtre du féminisme, n'arriveront cependant à faire aboutir : l'émancipation des femmes. Si, de nos jours, c'est chose bien engagée,

sinon faite, on le doit certes aux luttes des farouches défenseurs de la liberté et de l'égalité des femmes depuis voici des siècles, mais aussi, un peu, beaucoup, à tout le discours et à tous les travaux savants qui étudient, diffusent, popularisent les textes et les documents faisant état des affects, des comportements, des revendications politiques et autres droits des femmes. Les historiens de la Révolution qui portent leur attention sur ces moments décisifs pendant lesquels on débattait de la question coloniale, du statut ou de l'identité des citoyennes, n'ont pas manqué d'explorer ces thèmes et de faire connaître une moisson de documents inédits.

La nouvelle collection dirigée par Michel Vovelle et Dominique Godineau aux éditions Alinéa, «Femmes et révolution», indique la valeur dynamique de cet «autre regard sur la Révolution» et l'importance idéelle qu'il y a d'interroger sur pièces cette dimension de l'histoire souvent négligée jusqu'alors. Comment les femmes du peuple ont-elles vécu la Révolution? C'est la question que pose avec toute la rigueur de l'historienne, Dominique Godineau dans *Citoyennes tricoteuses*, en étudiant entre autres documents des archives policières de l'époque pour mettre à jour le vrai visage de ces femmes qui prenaient place dans les tribunes des assemblées révolutionnaires. Comment aristocrates, bourgeoises et paysannes racontent le *Temps des orages* qu'elles ont traversé, la Révolution — aux larmes, citoyennes! — dont elles ont cruellement pâti, d'après la plupart des témoignages cités dans ce livre? C'est l'idée intéressante au départ de la recherche de Marilyn Yalom, spécialiste à l'université Stanford des mémoires de femmes des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Son livre, paru chez Maren Sell, vaut davantage par la variété et l'abondance des extraits de mémoires ou de correspondances qu'il présente que par l'étonnante platitude du commentaire les accompagnant et qui, bien trop souvent, juge avec les lunettes de la sensibilité contemporaine les témoignages rapportés.

Le lecteur y trouvera néanmoins son compte s'il traite ce livre comme un anthologie et les chapitres qui composent le recueil comme autant de catégories pour regrouper l'information impartie. Au reste, la majeure partie de l'ouvrage reproduit le très intéressant document que constituent les *Mémoires de René Bordereau touchant sa vie militaire dans la Vendée* pendant laquelle, déguisé en homme, cet insolite personnage a combattu avec les Chouans. On partagera ainsi avec Madame de Tourzel, la gouvernante des enfants de France de 1789 à 1793, l'intimité de la maison royale pendant les derniers moments de la monarchie; avec les républicaines, Olympe de Gouges et l'exceptionnelle Madame Roland, l'effritement du rêve de liberté; on ira de l'idolâtrie avec laquelle Charlotte

Robespierre évoquait son terrible frère aux *Mémoires* encore tout frémissants des aristocrates réchappées de la guillotine ou de la vie en prison, telles la vicomtesse de Fars Fausselandry et la comtesse de La Villirouët; enfin on se mettra au fait de la vie des Vendéennes en les accompagnant sur les champs de bataille avec la paysanne Bordereau ou la noble marquise de Bonchamps, et l'on suivra avec mesdames Vigée-Lebrun, la célèbre portraitiste de Marie-Antoinette, ou avec madame de Ménerville, les chemins de l'exil à travers toute l'Europe, et même jusqu'en Amérique avec la marquise de La Tour du Pin, qui applique aux Noirs et aux Peaux-Rouges avec lesquels elle a affaire ou qu'elle libère de l'esclavage les principes des Lumières.

C'est encore «un autre regard sur la Révolution» que nous présente aux éditions France-Empire *Un bouffon sous la Terreur* par Nadine Audoubert, elle-même auteur de plusieurs pièces de théâtre et directrice d'une compagnie, le THEAMU (Théâtre et Musique). Voici un livre fort bien fait qui nous raconte, dans un récit enlevé avec brio, la vie pleine de rebondissements d'un personnage original mais peu connu du grand public, Charles-Hippolyte de La Bussière, qui deviendra comédien sous la Révolution et qui, engagé comme commis aux écritures au Comité de salut public, invente un moyen efficace, s'il est dangereux pour sa propre tête, de sauver plus d'un millier de condamnés, dont six sociétaires de la Comédie-Française, de la guillotine. Personnage de roman, La Bussière est néanmoins bien réel dans son rôle de grain de sable héroïque et bien conscient de gripper la mécanique de la Terreur. Son histoire racontée sans prétention par Nadine Audoubert est néanmoins menée avec le souci de la reconstitution sérieuse; l'auteur, bien documentée, s'appuie sur des sources solides et une vaste bibliographie, pour nous faire revivre, au quotidien, les grandes scènes de la Révolution auxquelles s'est mêlé notre spectateur-acteur. On côtoie ainsi en familier les coulisses de ses appareils, on a pitié de ses victimes, on rit des Patriotes, on applaudit aux actions politiques des hommes de la Convention ou encore on en tremble rétrospectivement. La Bussière, secrétaire après Thermidor d'une personnalité officielle, Legendre, ancien dantonien, au Comité de sûreté générale, s'emploiera avec diligence à vider les prisons de leurs détenus politiques, parachevant son œuvre de sauveur durant la Terreur. Le plus imprudent ennemi des Jacobins disparaît à quarante ans, en 1808, croit-on. Liénart aura obtenu auparavant de signer de son nom les *Mémoires historiques* qu'il a rédigés de sa vie et Sardou, en 1891, fera de l'attachant La Bussière le personnage central de son drame historique en quatre actes, *Thermidor*, qui déclenchera les polémiques que l'on sait.

*La Carmagnole des Muses*, un très bel ouvrage collectif sur le destin conjoint de l'homme de lettres et de l'artiste dans la Révolution, paru dans le cadre de la Librairie du Bicentenaire chez Armand Colin, sous la direction de Jean-Claude Bonnet, étudie, évidemment sous un autre angle que la biographie précédente, *l'artifex en Révolution*. Nous avons choisi de clore cette chronique et, par conséquent, cette livraison sur «l'esprit de la Révolution», en évoquant une publication qui intéressera d'ailleurs par elle-même, et au premier chef, les lecteurs d'*Études françaises*; la thématique de la continuité et de rupture qu'elle développe participant de celle qui nous a inspirée: la Révolution comme héritière de la tradition idéologique et intellectuelle des Lumières mais qui est aussi la Révolution mettant en place les institutions politiques et culturelles de la France moderne, la Révolution commençant «une double ère littéraire et sociale», ainsi que le percevait Nodier en se voulant au-dessus de «toutes les préventions de partis».

Questionnant plus spécifiquement les pratiques et les débats artistiques comme le statut des artistes, la même équipe de recherche qui, en 1986, avait fait l'analyse d'un événement et d'une scène capitale du théâtre de la Révolution (*la Mort de Marat*), s'attache ici à évaluer les formes de l'innovation et les éléments de continuité et à comprendre, en les distinguant, les faits caractéristiques de la relation qui lie la production des œuvres et des institutions culturelles dans le processus dialectique de la rupture révolutionnaire.

On retiendra parmi les contributions, toutes de très haut niveau, celles qui nous ont paru illustrer le mieux le débat posé par la problématique privilégiée et le faire avancer. Ainsi dans la première partie consacrée aux «institutions culturelles», le lecteur pourra mesurer avec Marcel Dorigny les effets de l'activité du Cercle social, cette institution qui devait occuper le centre de la vie intellectuelle jusqu'au milieu de l'année 1793, réapparaître après Thermidor et exercer son influence de 1790 à 1800. Le Cercle avait l'ambition, fondée sur une conception collective du rôle régénérateur des hommes de lettres, de coordonner l'activité des écrivains, des philosophes, des journalistes de l'époque vers un but commun: l'achèvement de la régénération du genre humain commencée en Amérique et poursuivie en France depuis 1789. Organisant sur le modèle de l'Assemblée nationale qui reste la référence obligée pour l'imaginaire révolutionnaire, des conférences pour une foule de plusieurs milliers de personnes dans le cadre inattendu du Cirque du Palais-Royal, avec période de questions et débats publics, l'institution, retenant la tradition des Lumières, fut surtout un grand imprimeur de journaux, mettant ainsi un groupe de presse et un lieu d'élaboration doctrinale au service

du combat politique révolutionnaire. Une autre institution transitoire, le Lycée des arts, s'inscrit, comme en juge Hervé Guénot, dans la continuité plutôt que dans la rupture. Société savante et lieu d'enseignement, palliant le manque d'institutions de ce genre pendant ces périodes troublées, l'originalité du Lycée réside dans l'attention qu'il porte à la technique et à la réhabilitation de l'artisan. Conservatoire des métiers, voilà son rôle essentiel ; mais le Lycée assume aussi une position de rupture, quoique ses fondateurs s'en défendraient, par la critique radicale que ses publications font de la Terreur ou par les audacieux hommages décernés aux grands savants, tel Lavoisier condamné à mort dans sa prison.

Dans la seconde partie consacrée aux « destins de l'art », on verra où tend, avec la nouvelle idée « d'architecture parlante », le débat sur la nature d'une « langue » véritablement républicaine, laquelle, appropriée aux monuments de la Révolution, devrait parler de la vertu et de la dignité de l'homme et serait régentée par un code visuel accessible à tous. De là, nous dit Anthony Vidler, la légitimation de la destruction des monuments de l'Ancien Régime, symboles de la tyrannie et du despotisme, si souvent taxée de barbarie, de là le « vandalisme », terme forgé par Grégoire qui tente, au contraire, d'établir une politique de préservation en même temps qu'un langage révolutionnaire de conservation. Le débat sur la langue révolutionnaire appropriée, la langue considérée cette fois-ci dans son sens strict, revient dans la troisième partie de l'ouvrage, intitulée « puissances du verbe ». Philippe Roger nous entretient du lexique révolutionnaire et de la guerre des dictionnaires révolutionnaires et contre-révolutionnaires, conflit qui tire son âpreté de l'identique confiance que les combattants témoignent à l'empire des mots, à commencer par le premier locuteur entrant dans l'arène logomachique, le roi Louis XVI ! Jean-Claude Bonnet, dans un texte émouvant, montre la puissance de « la parole fondatrice » à l'Assemblée nationale tout en faisant l'analyse symbolique de l'éloquence des orateurs révolutionnaires. Au sein de la « sainte Masure », la force de la parole est grave : elle sauve mais peut aussi faire mourir. Or « la formidable parole qui fit bruir l'Assemblée », et qui se montre inséparable de la République, se tait tout à coup lors du coup d'État du 18 brumaire, signalant, avec l'engloutissement de la Révolution, « l'avènement d'un monde muet ».

Les quatrième et cinquième parties de l'ouvrage sont consacrées à un questionnement plus immédiat sur la production issue de la Révolution. Chantal Thomas voit dans l'écriture de pamphlet l'expression de cette accélération du temps indissociable de la Révolution alors que Michel Delon, dans « Le nom, la signature », interroge la remise en cause par la

Révolution de la fonction nominale en ce qu'elle atteste d'une hiérarchie fondée sur le seul hasard de la naissance : le hasard du nom. Les contributions de la cinquième et dernière partie, «les œuvres de la Révolution», se confrontent au problème de savoir si la peinture, le théâtre ou l'opéra révolutionnaires ont produit des «chefs-d'œuvres». Force est de constater que, globalement parlant, ce sont plutôt que les genres, les sujets qui évoluent. L'indécision symbolique entre «le chantier et la ruine», comme le résume dans une formule frappante le directeur de la publication, est emblématique de la phase révolutionnaire. Hubert Robert serait en définitive l'artiste qui a su en rendre le mieux compte : le choix de ses *Jeunes Filles dansant autour d'un obélisque* pour le décor de la page couverture est lourd de significations — en passant, ajoutons sans malice que nous pouvons admirer ce tableau à Montréal au musée des Beaux-Arts. L'œuvre tout entière de Hubert Robert somme alors cet état d'esprit que décrivait Danton : «Une grande nation en révolution est comme le métal qui bouillonne dans la fournaise : la statue de la liberté n'est pas fondue ; le métal est en fusion ; si vous ne savez pas conduire le fourneau, vous en serez tous dévorés.»

Donnons le dernier mot à Chateaubriand ; son génie visionnaire aura su reconnaître ce qui était au principe de cette société issue de 89 et qui la faisait se dissoudre et se recomposer : «la colère brutale faisait des ruines et sous cette colère était cachée l'intelligence qui jetait parmi ces ruines les fondements du nouvel édifice».